

Il refuse une plaque d'immatriculation siglée "PD"

Un Marseillais de 37 ans craint des "railleries". Il menace de saisir le tribunal

À Marseille, où on a le juron facile, c'est la nouvelle polémique qui enfle. Pensez donc, ma bonne dame, si on ne peut plus choisir ce qu'on met sur sa propre plaque d'immatriculation, où va-t-on ? Et c'est Richard, un Marseillais de 37 ans, qui vient de mettre les pieds dans le plat. Homme de lettres, forcément, il a acheté le mois dernier un scooter BMW de 650 cm³. Quand il a vu l'immatriculation, son sang de Marseillais n'a fait qu'un tour. Sa plaque portait les lettres "PD". "Je n'ai absolument rien contre les homosexuels, dit-il, mais je sais comment fonctionne cette ville, nous a-t-il confié. Je crains fort que cela devienne vite péjoratif. Je risque de retrouver mon



Face aux combinaisons de lettres que l'on croise dans les rues de Marseille et peuvent donner lieu à railleries, Richard (en médaillon) craint de ne pouvoir revendre son véhicule. / F.S. ET DR

Naguère, des préfectures ont banni les "WC", "QQ" et autres "AZF".



scooter tagué. Son avocat, M^e Rémy Josseaume, explique que son client "a peur de subir régulièrement des railleries". Car les temps ont changé. Naguère, chaque préfecture choisissait les combinaisons de lettres qui méritaient d'être retirées. Ce fut d'ailleurs le cas, il y a une vingtaine d'années des fameuses "PD". En Gironde, on a décidé de passer outre les "QQ" et autres "WC". À Toulouse, on a banni le "AZF" après l'explosion de l'usine du même nom en 2001. À ce jour, les seules lettres qui sont chassées du paysage routier sont les "SS". Le Code pénal réprime en effet "le port ou l'exhibition d'insignes emblèmes rappelant ceux d'organisations ou de per-

sonnes responsables de crimes contre l'humanité". Aux employés de la Sécurité sociale (SS), on n'a pas non plus demandé

leur avis. Devenu national, le Système d'immatriculation des véhicules (SIV), désormais géré depuis Charleville-Mézières par

l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS), s'est fait plus rigide qu'hier. Impossible de changer. On a bien songé un temps, au plus haut niveau du ministère, à dresser une liste de ces combinaisons aussi redoutées que redoutables, promptes à générer lazzi et quolibets. Et puis, on a décidé qu'il était urgent de ne rien faire. Le ministère fait désormais une lecture très restrictive des restrictions. Du coup, Richard a déposé une demande gracieuse auprès du ministère de l'Intérieur. Et si on ne change pas sa plaque, il attaquera devant le "TA", pardon le tribunal administratif de Marseille, ouf, on a frôlé le pire!

Denis TROSSERO

UN SITE INTERNET POUR EN SAVOIR PLUS

"Pour revendre demain son scooter, cela risque d'être un peu compliqué." M^e Rémy Josseaume, l'avocat de Richard, redoute, au-delà du préjudice moral subi par son client, un véritable préjudice financier. Car la plaque d'immatriculation est désormais la carte d'identité du véhicule. Elle est transmissible à vie à ses acheteurs successifs. Du coup, certains vendeurs risquent

d'être confrontés à quelques soucis, en cas de plaque difficile à porter. Certaines "victimes" se répandent volontiers sur le sujet sur internet. Comment éviter pareille mésaventure ? Un site internet gratuit, "plaques-immatriculation.info", vous renseigne sur les lettres à venir. Grâce à cette information, il est possible de connaître celles qui vont bientôt sortir du chapeau. D.T.